

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 14 août 2025

Nos réf. : SAU/DDH/MI n° 25 - 470

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Les Renardières SAS

Chemin des Ruelles
10700 ALLIBAUDIERES

Code AIOT : 0005704624

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juin 2025 dans l'établissement Les Renardières SAS implanté Chemin des Ruelles - 10700 ALLIBAUDIERES. L'inspection a été annoncée le 04 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection du parc éolien Les Renardières à ALLIBAUDIERES dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2025 et pour vérifier l'application des mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Renardières SAS
- Chemin des Ruelles - 10700 ALLIBAUDIERES
- Code AIOT : 0005704624
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Les Renardières est composé de 7 éoliennes et de 2 postes de livraison sur les territoires des communes d'ALLIBAUDIERES et CHAMPIGNY-SUR-AUBE. La puissance installée totale du parc est de 21 MW. Il a été mis en service en août 2017.

Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014330-0009 du 26 novembre 2014 et l'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant des mesures correctives de réduction d'impact sur les chiroptères et l'avifaune n° PCICP2022046-0002 du 15 février 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
4	Action corrective	Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Action corrective	Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 2.3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	Préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.1	Demande d'action corrective	15 jours
8	Mesures de suppression, réduction et compensation éventuelles	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Action corrective	Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 2.1	Sans objet
7	Préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.3	Sans objet
9	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
10	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
11	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
12	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
13	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
14	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
15	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
16	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
17	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
18	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
19	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
20	Section 8 : Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats que les impacts du parc éolien sur les chiroptères et l'avifaune ont donné lieu à la mise en place de mesures correctives nécessitant la mise en place de suivis de comportement et de mortalité pour vérifier leur impact. Ces suivis ont été réalisés mais sans tenir compte des fréquences de sorties sur le terrain prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022046-0002 du 15 février 2022. Le plan de bridage acoustique défini dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été mis en œuvre et l'exploitant n'a pas adressé de porter-à-connaissance au préfet pour le modifier. Ces points font l'objet de propositions de mise en demeure de régulariser la situation.

Toutes les données des suivis environnementaux réalisés n'ont pas été versées sur l'outil de téléversement.

Un enherbement commence à se développer au pied des éoliennes visitées.

Ces deux points devront faire l'objet d'actions correctives par l'exploitant.

Une non-conformité a été relevée pendant la visite d'inspection concernant la mise en place des piquets-perchoirs destinés aux faucons crécerelle que l'exploitant a corrigée en moins de 24 heures en apportant les éléments justificatifs à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que la mise en service du parc éolien a été effectuée fin août 2017. Il a conduit la réalisation de 4 suivis environnementaux depuis cette mise en service : Suivi environnemental 2018 : Le suivi environnemental post implantation a été réalisé en 2018 selon son rapport de février 2019. celui-ci mentionne un lancement du suivi en janvier 2018 avec comme référence le guide de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres de 2015, en vigueur au moment de ce lancement.

Le suivi de mortalité réalisé a conduit à la découverte de cadavres de 12 oiseaux et 8 chiroptères. Pour l'ensemble du parc éolien, la mortalité moyenne par éolienne pour la période étudiée est comprise entre 8,20 et 11,54 individus.

Il ressort du suivi réalisé un impact significatif pour le faucon crécerelle (3 cadavres) et la pipistrelle de Nathusius (5 cadavres). Le prestataire du suivi recommande donc la mise en place de mesures complémentaires (mise en place d'un système d'écoute en continu de l'activité des chiroptères au niveau de l'éolienne E4, mise en drapeau de l'ensemble des pâles lorsque la vitesse de vent est inférieure à 3 m/s, reconduite d'un suivi de mortalité en 2019, création de zones de chasse favorables au faucon crécerelle à distance des éoliennes et mise en place d'un suivi busards).

Suivi environnemental 2019 :

D'après le rapport d'avril 2020, le suivi environnemental 2019 a été réalisé selon le même protocole que le suivi environnemental effectué en 2018 afin de permettre une comparaison des résultats. Toutefois, ce protocole n'était pas celui en vigueur (protocole de suivi des parcs éoliens terrestre révisé en 2018)

Le suivi de la mortalité a mené à la découverte des cadavres de 10 oiseaux et 1 chiroptère. Pour l'ensemble du parc, la mortalité moyenne estimée pour la période étudiée est comprise entre 9,70 et 19,65 individus par éolienne.

La conclusion du rapport mentionne une baisse de la mortalité des chiroptères liée probablement à la mise en drapeau des pâles des éoliennes lors de vents faibles. Pour les oiseaux, le faucon crécerelle est particulièrement concerné avec 4 cadavres retrouvés au cumul des 2 suivis environnementaux réalisés en 2018 et 2019.

Le rapport préconise la mise en place de bandes enherbées avec piquets perchoirs afin de créer de l'attrait pour les faucons crécerelle à distance des éoliennes, la mise en place d'un bridage pour les chiroptères au regard du suivi d'activité mené au cours de l'étude et la reconduite d'un suivi environnemental.

Suivi environnemental 2020 :

D'après le rapport d'avril 2021 concernant le suivi environnemental effectué en 2020, celui-ci a été réalisé selon le même protocole que les deux précédents. Le suivi de mortalité a été réalisé du 7 septembre au 15 octobre 2020, soit sur une période plus courte que les suivis précédents.

11 cadavres ont été découverts pendant ce suivi, 2 chiroptères (1 pipistrelle commune et une noctule commune) et 9 oiseaux dont 5 faucons crécerelle. Pour l'ensemble du parc, la mortalité moyenne estimée pour la période étudiée est comprise entre 6,00 et 9,43 individus par éolienne.

Le rapport du suivi environnemental mentionne que le bridage mis en place vis-à-vis des chiroptères est bénéfique et recommande sa pérennisation. Il fait part également d'un effet négatif du fonctionnement du parc éolien sur les populations de faucon crécerelle.

Plusieurs mesures sont recommandées en conclusion du rapport dont le maintien du bridage vis-à-vis des chiroptères, l'amélioration de l'entretien des plateformes, la mise en place d'un suivi spécifique de la nidification du faucon crécerelle, la mise en place d'un suivi des mesures favorables au faucon crécerelle (haies, bandes enherbées, piquets perchoirs) et la reconduction d'un suivi de mortalité en 2023.

Suivi environnemental 2022 :

Le suivi environnemental réalisé en 2022 comprend un suivi de l'activité des chiroptères en hauteur et un suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères. Son rapport, daté de mai 2023, mentionne que le suivi a été réalisé selon une méthode standardisée développée par WINKELMAN (1989) avec un effort de prospection supérieur à ce qui est préconisé par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres de 2018 reconnu par le ministre en charge des installations classées.

2 cadavres d'oiseau (1 gobemouchenoir et 1 pigeon ramier) et 3 cadavres de chiroptère (1 noctule de Leisler et 2 pipistrelles commune) ont été trouvés lors du suivi de mortalité. L'estimation de mortalité pour les chiroptères varie de 17 à 56 cas/éolienne/an selon les formules utilisées. Cette variation est de 8 à 49 cas/éolienne/an pour ce qui concerne l'avifaune. Ces chiffres sont supérieurs à ceux des suivis précédents car il estiment la mortalité sur l'année et non sur la période de suivi.

Le rapport du suivi conclut à un impact faible sur l'avifaune et les chiroptères et que le dimensionnement de la régulation vis-à-vis des chiroptères semble adapté aux conditions de risque de mortalité mis en évidence au cours de l'année 2022.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations constate que le suivi post-implantation du parc éolien Les Renardières a été réalisé dans le délai fixé par la prescription et selon le protocole reconnu par le ministre en charge des installations classées.

Les éléments issus des suivis réalisés ont été pris en compte par l'exploitant et ont donné lieu aux actions correctives fixées dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° PCICP2022046-0002 du 15 février 2022 qui restent adaptées selon les conclusions du suivi environnemental réalisé en 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Collecte des données du suivi environnemental

Prescription contrôlée :

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les certificats suivants de dépôt des données des suivis environnementaux :

- certificat du 13/09/2022 concernant le suivi 2022 du faucon crécerelle,
- certificat du 15/05/2023 concernant le suivi 2022 de mortalité avifaune et chiroptères,
- certificat du 15/05/2023 concernant le suivi 2022 de l'activité en nacelle des chiroptères,
- certificat du 09/10/2023 concernant le suivi 2023 du faucon crécerelle.

Les constats effectués au point de contrôle n° 1 du présent rapport d'inspection montrent que des suivis environnementaux ont été réalisés en 2018, 2019 et 2020. L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les justificatifs de dépôt des données liées à ces suivis alors que la prescription prévoit un délai de six mois pour le dépôt des données antérieures à la mise en ligne de l'outil de téléversement des données.

Une action corrective est attendue de l'exploitant pour justifier du versement de toutes les données des suivis environnementaux réalisés sur le parc éolien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour régulariser la situation, il est attendu de l'exploitant une action corrective en procédant au téléversement des données des suivis environnementaux réalisés avant la mise en ligne de l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 2.1

Thème(s) : Autre, Chiroptères

Prescription contrôlée :

En complément des mesures de suivi environnemental Chiroptères à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014330-0009 susvisé, l'exploitant met en œuvre un arrêt de toutes les éoliennes, afin de limiter les impacts vis-à-vis des chiroptères. Cette mesure s'applique sur l'ensemble des éoliennes, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

du 1er mai au 30 juin ;

- du coucher du soleil jusqu'à 5 heures du matin ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 12°C et sans précipitation ;
- lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 4,5 m/s ;

Et :

- du 1er juillet au 31 octobre ;
- du coucher du soleil jusqu'à 5 heures du matin ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 12°C et sans précipitation ;
- lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 5,7 m/s.

Un suivi de la mortalité doit être réalisé dès la mise en place des paramètres de bridage pour contrôler l'efficacité de la mesure.

Constats :

L'exploitant dispose d'un outil de collecte des données permettant de connaître l'activité des éoliennes (arrêt ou production) par pas de 10 minutes.

Par sondage, l'inspection a consulté les enregistrements de cet outil pour l'éolienne E5 pour les 1^{er} mai et 1^{er} juillet 2023 et a constaté l'arrêt de la machine lorsque les paramètres du bridage étaient réunis.

Comme constaté au point de contrôle n° 1 du présent rapport, l'exploitant a procédé à un suivi environnemental en 2022, année de mise en place du bridage, comprenant un suivi de la mortalité. La conclusion du rapport de ce suivi précise que le dimensionnement de la régulation vis-à-vis des chiroptères semble adapté aux conditions de risque de mortalité mis en évidence au cours de l'année 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 2.2

Thème(s) : Autre, Avifaune

Prescription contrôlée :

En complément des mesures de suivi environnemental Avifaune à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n°2014330-0009 susvisé, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

Suivi spécifique de la nidification du Faucon crécerelle en raison d'un passage par semaine de juin à août reconduit sur une durée minimale de 3 ans.

Suivi annuel des mesures favorables au Faucon crécerelle par le :

Contrôle de la haie attractive pour la faune développée entre E06 et E04 ;
Contrôle de l'évolution linéaire de 100 mètres de haie planté au sud-est du site en 2017 ;
Contrôle de l'évolution des bandes enherbées et des piquets perchoirs associés.

L'article 7.2 de l'arrêté préfectoral n°2014330-0009 susvisé est également complété par les mesures suivantes :

Mesures compensatoires Avifaune :

Mise en place de bandes enherbées sur deux parcelles pour une longueur d'environ 700 mètres linéaires sur le territoire de la commune de Salon situé au Nord-Ouest du parc. Une attention particulière sera portée à la bande enherbée située à l'ouest de la commune de Salon car si le projet de parc éolien des « Deux Nives » situé à 640 mètres de cette bande venait à être autorisé, l'exploitant devra chercher à déplacer cette bande enherbée et les piquets perchoirs associés à plus d'un kilomètre de toute éolienne ;

Implantation de 4 piquets perchoirs de part et d'autre des deux bandes enherbées. Cette mesure permettrait une accentuation de l'effet d'attractivité.

Suivi spécifique de l'activité du Faucon crécerelle au niveau des bandes enherbées en raison d'un passage par semaine de juin à août sur une année afin d'évaluer l'attractivité de ces zones.

Constats :

L'inspection s'est rendue sur les différentes haies et bandes enherbées mises en place et a constaté leur maintien et les signes de leur entretien régulier (haie entre les éoliennes E4 et E6 maintenue peu développée afin de ne pas être attractive pour les faucons crécerelle, haie au sud-est bien développée mais entretenue pour ne pas empiéter sur le chemin à proximité, 2 bandes enherbées présentes avec végétation développée de façon régulière).

L'exploitant a justifié du contrôle de ces éléments par la transmission des conventions passées avec les propriétaires des parcelles d'implantation.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le parc éolien des Deux Noues a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2022 et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 10 avril 2024 et qu'il doit alors vérifier si la bande enherbée située à proximité est éloignée de plus de 1 000 m des éoliennes autorisées.

Les piquets-perchoirs ne sont pas en place lors de la visite. L'exploitant indique qu'ils ont été retirés lorsque les bandes ont été resemées au printemps afin de garder leur qualité végétative et attractive. L'exploitant a immédiatement contacté par téléphone son prestataire afin de lui demander de les remettre en place et a transmis à l'inspection, le lendemain de la visite, les photographies montrant les piquets perchoirs en place. La prescription n'était pas respectée lors de la visite mais l'exploitant a justifié le lendemain du retour à la conformité.

En ce qui concerne le suivi spécifique de la nidification du faucon crécerelle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de suivi faucon crécerelle de 2021 et un rapport de suivi faucon crécerelle 2023.

Le rapport du suivi 2021 indique la réalisation de 9 passages sur le site entre le 8 juin 2021 et le 20 août 2021. Le rapport du suivi 2023 indique la réalisation de 9 passages sur le site entre le 11 mai 2023 et le 10 août 2023. Ces rapports n'apportent pas d'indications concernant le suivi spécifique de l'activité des faucons crécerelle au niveau des bandes enherbées lors des différents passages même s'ils donnent des indications sur l'attractivité de ces zones. Le rapport de 2023 mentionne que le suivi est celui de la troisième année. L'inspection ne dispose pas du rapport du suivi 2022 malgré la demande à l'exploitant de le fournir à l'issue de la visite et son existence au regard du certificat de dépôt de données constaté au point de contrôle n° 1 du présent rapport d'inspection.

L'inspection constate que le suivi spécifique de la nidification du faucon crécerelle n'a pas respecté la fréquence d'un passage par semaine de juin à août sur la durée minimale de trois ans avec les 9 passages réalisés par année en 2021 et 2023. Le suivi spécifique de l'activité du faucon crécerelle au niveau des bandes enherbées en raison d'un passage par semaine de juin à août n'est pas justifié par les documents transmis par l'exploitant.

Il ressort des constats que la série de suivis a débuté avant la date de signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2022046-0002 du 15 février 2022 et n'a pas pris en compte l'ensemble de la prescription de l'article 2.2 de cet arrêté.

Au regard de la non conformité du suivi de la nidification du faucon crécerelle et de l'absence de justification de la réalisation du suivi de l'activité du faucon crécerelle au niveau des bandes enherbées, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de l'Aube un projet d'arrêté de mise en demeure de régulariser la situation en reconduisant les suivis prescrits dès la première saison suivant la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant de régulariser la situation par la réalisation de suivis de la nidification des faucons crécerelles et de leur activité au niveau des bandes enherbées conformes à la prescription.

Une attention particulière doit être portée par l'exploitant sur la tenue des piquets-perchoirs lors de passages réguliers sur le parc éolien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : Saison suivant la mise en demeure

N° 5 : Action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2022, article 2.3
Thème(s) : Autre, Suivis de mortalité
Prescription contrôlée : Le suivi de mortalité sera reconduit en 2023 sur l'ensemble du parc des « Renardières » du 1 ^{er} août au 31 octobre, à raison de 2 passages par semaine soit un total de 26 passages selon le même protocole de suivi déjà défini sur ce parc. Si besoin, ce suivi pourra être reconduit en fonction des conclusions de l'étude.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport du suivi environnemental de l'année 2022 comprenant le suivi de mortalité sur l'ensemble du parc éolien (voir point de contrôle n°1 du présent rapport d'inspection). Il a été réalisé avec 26 visites entre le 3 mai et le 27 octobre 2022. Sa conclusion préconise un maintien des mesures correctives en place et ne prévoit pas de reconduction du suivi. Le rapport mentionne que le suivi est réalisé pour vérifier l'efficacité des mesures correctives engagées à l'issue de l'arrêté n° PCICP2022046-0002 datant du 15 février 2022 alors que la prescription mentionne que le suivi devait être réalisé en 2023. Les 26 visites ont été réalisées sur une période plus large que ce qui est prescrit, la fréquence de 2 passages par semaine n'a pas été respectée. Au regard de la non conformité de la fréquence de passage lors du suivi de mortalité, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de l'Aube un projet d'arrêté de mise en demeure de régulariser la situation par la réalisation d'un suivi lors de la saison suivant cette mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour régulariser la situation, il est attendu de l'exploitant la réalisation d'un nouveau suivi de mortalité conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : Saison suivant la mise en demeure

N° 6 : Préservation des enjeux environnementaux locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.1
Thème(s) : Autre, Protection des chiroptères
Prescription contrôlée : Aménagement des éoliennes : Le sol autour des mâts d'éoliennes, dans un rayon minimal de 8 m, est recouvert à l'aide de calcaire concassé et tassé pour limiter le développement de végétation herbacée favorable aux micromammifères. L'emprise au sol des éoliennes (accès, plate-formes, délaissés autour du mât) est stabilisée et compactée.

<p>Sous le champ de rotation des pales des éoliennes (rayon de 50 m autour du mât), il est maintenu l'absence de végétation rudérale, de friche, de bandes ou d'ourlets enherbés en bordure de chemin.</p> <p>Mesures d'évitement et de réduction</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures de réduction suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de l'éclairage du site en dehors de celui prévu par les règles de balisage des éoliennes ; - les nacelles sont équipées d'une grille afin d'interdire toute possibilité d'intrusion.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection s'est rendue sur les plateformes des éoliennes E4 et E6 et a constaté la présence de calcaire concassé et tassé au pied des mâts et sur les plateformes. Toutefois, de la végétation herbacée se développe partiellement au pied des éoliennes visitées et sur les ourlets en bordures de chemin. une action corrective est attendue de la part de l'exploitant concernant le développement de cette végétation.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de dispositif d'éclairage sur le site, en extérieur des éoliennes, hormis les dispositifs de balisage.</p> <p>En raison de la hauteur des nacelles, ne permettant pas de constater visuellement que les différents orifices sont équipées de grilles fines, l'exploitant a justifier du respect de la prescription en présentant à l'inspection des photographies des nacelles montrant l'équipement avec des grilles fines afin d'empêcher toute intrusion de chiroptère.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour régulariser la situation, il est attendu que l'exploitant procède à une action corrective en maintenant l'absence de végétation au pied des éoliennes et les ourlets en bordure de chemin.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Préservation des enjeux environnementaux locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures concernant le paysage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - toutes les lignes électriques implantées pour assurer le raccordement interne du parc, soit des éoliennes jusqu'au poste de livraison, sont enfouies afin de limiter l'impact visuel des installations. 2 - la couleur des postes de livraison et leur habillage facilitent leur insertion dans le paysage. 3 - la création d'une haie -100 m environ- le long du chemin des brûlés sur l'ensemble de la longueur de l'aire de stockage à betteraves. Une convention sur une ou plusieurs exploitations est passée avec un ou plusieurs exploitants agricoles, ainsi qu'avec les communes ou collectivités territoriales, propriétaires ou ayant droit, sur les parcelles désignées pour accueillir cette mesure. Cette mesure est mise en place pour une durée équivalente à la durée d'exploitation du parc éolien.

<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection s'est rendue sur les plateformes des éoliennes E4 et E6 et a constaté l'absence de lignes électriques de raccordement aériennes ou sur le sol.</p> <p>L'inspection s'est également rendue au niveau des postes de livraison et a constaté qu'ils sont munis d'un bardage en bois permettant leur intégration visuelle au paysage et qu'une haie est implantée le long de ceux-ci afin de les dissimuler.</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n° 4 du présent rapport, la haie du chemin des brûlés est en place et l'exploitant a présenté le bail rural emphytéotique du 21 septembre 2016 passé avec les propriétaires de la parcelles pour l'emprise de cette haie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesures de suppression, réduction et compensation éventuelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de la limitation des niveaux sonores, les dispositions relatives au bridage des éoliennes sont mises en œuvre conformément au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et/ou à ses mises jour. L'exploitant tient à jour un document justificatif des bridages effectués avec enregistrement des paramètres associés et des vitesses de vent correspondantes. Toute évolution du plan de bridage est une modification notable des conditions d'exploitation portée à la connaissance de monsieur le préfet conformément aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant en tout temps ce plan de bridage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection le document justificatif prescrit. Aucune évolution de ce plan de bridage n'a été portée à la connaissance de monsieur le préfet depuis la mise en service du parc éolien.</p> <p>Au regard de ce constat, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Aube un projet d'arrêté de mise en demeure de régulariser la situation sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour régulariser la situation, il est attendu que l'exploitant procède à la transmission des éléments prescrits.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Intrusion
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Par sondage l'inspection s'est rendue aux éoliennes E4 et E6 et aux postes de livraison et a constaté que chaque installation est équipée de porte fermant à clé afin d'empêcher leur accès aux personnes non autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Signalisation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace
Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue au niveau des éoliennes E4 et E6 et a constaté la présence sur leur mât de leur numéro d'identification en caractères lisibles. Au niveau des accès aux plateformes de ces éoliennes, les panneaux contenant les consignes et les signalétiques prescrites sont en place. L'inspection a constaté la présence de la signalétique prescrite au niveau des poste de livraison mais attire l'attention de l'exploitant sur la lisibilité de celle-ci en raison de la peinture des pictogrammes qui commence à être défraîchie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Formation des personnels intervenants
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection l'attestation de formation du personnel habilité à intervenir sur l'installation datée du 28 avril 2025 concernant l'évacuation d'urgence, les premiers secours incendie, les risques d'une éolienne et les procédures de mise en sécurité des éoliennes. Le registre présenté par l'exploitant ne mentionne pas d'accident ou d'incident depuis la mise en service de l'installation. Il mentionne un exercice réalisé le 15 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des mâts des aérogénérateurs E4 et E6 et a constaté qu'ils sont maintenus propres et qu'aucune matière combustible ou inflammable n'est entreposée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Brides de fixations
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection au cours de la visites les rapports de contrôle des différentes brides réalisés 3 mois après la mise en service, en 2018, en 2021 et en 2024. La fréquence de contrôle est respectée. Par sondage, l'inspection a consulté le rapport de 2024 concernant l'éolienne E1 et a constaté que les contrôles effectués ont montré la conformité de toutes les brides.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Manuel d'entretien de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le manuel d'entretien des éoliennes indiquant pour chaque élément les opérations à effectuer et leur fréquence. Il présente également un tableau des différents contrôles effectués et des contrôles à effectuer dans l'année. Le logiciel de supervision permet d'avoir accès aux dates des contrôles et aux dates de résolution des défauts avec le détail des opérations menées. L'exploitant indique disposer d'un prestataire local qui passe tous les mois pour une vérification visuelle des abords des éoliennes et l'entretien de la végétation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection 7 bordereaux de suivis de d'élimination de déchets pour l'année 2024. par sondage, l'inspection a consulté les bordereaux datés du 11/09/2024 et du 07/11/2024 et a constaté que les différentes signatures des prestataires sont présentes et que les déchets sont dirigés vers des filières autorisées. Par sondage, l'inspection s'est rendue sur les plateformes des éoliennes E4 et E6 et a constaté l'absence de traces de brûlage à l'air libre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de prévention annuel. Il indique qu'il est mis à jour tous les ans.

L'inspection a constaté qu'il contient les différentes procédures et consignes prescrites.

L'exploitant tient également un registre de délivrance de ces consignes de sécurité, signé par les techniciens du turbinier et autres prestataires qui interviennent dans les éoliennes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Astreintes sécurité

Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;
- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.

Constats :

L'exploitant explique que les alertes sont envoyées sur téléphone au centre de conduite du turbinier, avec astreinte 24h/24 et au centre BAYWA en Allemagne également avec une astreinte qui peuvent mettre en place les procédures d'urgence à distance ou prévenir les services d'urgence, respectant ainsi le délai de 15 minutes.

Suivant le type d'alerte, en cas d'impossibilité de traitement à distance, l'intervention est opérée soit par le gardien de parc, basé à salon (10), soit par l'exploitant (M. DESANLIS), basé à VITRY LE FRANCOIS (51), soit par une équipe du turbinier, basée à TORCY-LE-GRAND (10) permettant ainsi d'être sur place dans le délai de 60 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Par sondage, l'inspection s'est rendue à l'intérieur des mâts des éoliennes E4 et E6 et a constaté pour chacune la présence de l'extincteur de pied de mât. Ces extincteurs portaient chacun une étiquette de contrôle dont le dernier a été effectué en juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, détection ou déduction de formation de glace
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
Constats : L'exploitant indique que le dispositif de déduction de formation de glace est basé sur un calcul effectué à partir des paramètres de température extérieure, de vitesse du vent et de la courbe de production. Dans ce cas, un arrêt automatique de la machine est opéré.

Le redémarrage de la machine est réalisé après vérification visuelle sur place par un prestataire de service local qui transmet l'information à l'exploitant et au centre de conduite du turbinier qui opèrent au redémarrage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Section 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un acte de cautionnement daté du 16 octobre 2024 couvrant la période du 30/08/2024 au 29/08/2025 pour un montant actualité conformément à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite